

Vu les arrêtés royaux des 12 août 1993, 3 janvier 1995, 28 juin 1995, 30 novembre 1995, 14 juin 1996 et 23 avril 1997 portant prolongation des mandats des membres de la Commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat;

Considérant qu'il convient d'adapter la composition de la Commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat à la fusion du Ministère de la Prévoyance sociale et du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement en « Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement »;

Considérant que le Ministre des Affaires sociales a, dans sa lettre du 27 mars 1997, proposé de décharger MM. Mons et Verstraeten, représentants de l'ancien Ministère de la Prévoyance sociale, de leur mission et de retenir M. Van Der Leenen et Mme Warnier, représentants de l'ancien Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, comme membre effectif et membre suppléant pour le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. Mons, conseiller et M. G. Verstraeten, conseiller adjoint, représentants de l'ancien Ministère de la Prévoyance sociale, sont déchargés de leur mission respective de membre effectif et membre suppléant de la Commission de l'inventaire.

Art. 2. M. W. Van Der Leenen, conseiller adjoint, autrefois membre effectif de la Commission de l'inventaire en tant que représentant du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, achèvera son mandat de membre effectif comme représentant du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Art. 3. Mme J. Warnier, chef d'administration, autrefois membre suppléant de la Commission de l'inventaire en tant que représentante du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, achèvera son mandat de membres suppléant comme représentante du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1997.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Gelet op de koninklijke besluiten van 12 augustus 1993, 3 januari 1995, 28 juni 1995, 30 november 1995, 14 juni 1996 en 23 april 1997 houdende verlenging van de mandaten van de leden van de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat;

Overwegende dat de samenstelling van de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat dient aangepast aan de fusie van het Ministerie van Sociale Voorzorg en het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu tot het « Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu »;

Overwegende dat de Minister van Sociale Zaken, in haar schrijven van 27 maart 1997, heeft voorgesteld de heren Mons en Verstraeten, vertegenwoordigers van het voormalige Ministerie van Sociale Voorzorg, te ontlasten van hun opdracht en de heer Van Der Leenen en Mevr. Warnier, vertegenwoordigers van het voormalige Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, te behouden als effectief lid en plaatsvervangend lid namens het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer E. Mons, adviseur, en de heer G. Verstraeten, adjunct-adviseur, vertegenwoordigers van het voormalige Ministerie van Sociale Voorzorg, worden ontlast van hun respectieve opdracht als gewoon lid en plaatsvervangend lid van de Commissie voor de inventaris.

Art. 2. De heer W. Van Der Leenen, adjunct-adviseur, voorheen gewoon lid van de Commissie voor de inventaris als vertegenwoordiger van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, zal zijn mandaat van gewoon lid voleindigen als vertegenwoordiger van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Art. 3. Mevr. J. Warnier, bestuurschef, voorheen plaatsvervangend lid van de Commissie voor de inventaris als vertegenwoordigster van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, zal haar mandaat van plaatsvervangend lid voleindigen als vertegenwoordigster van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1997.

Art. 5. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 2859

[C — 97/12782]

24 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal contenant des conditions plus précises relatives à l'instauration de la réduction de cotisations pour la redistribution du travail en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité permet de prendre, par arrêté royal, des mesures en vue de promouvoir l'emploi si les partenaires sociaux ne parviennent pas à conclure un accord interprofessionnel sur l'emploi. Le Gouvernement a constaté que les partenaires sociaux n'ont pu conclure un accord interprofessionnel et qu'en outre, aucun accord n'a pu être trouvé sur la proposition de médiation que le Gouvernement a transmise aux partenaires sociaux.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 2859

[C — 97/12782]

24 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de invoering van de arbeidsherverdelende bijdragevermindering in toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen creëert in artikel 7, § 2, de mogelijkheid om bij koninklijk besluit maatregelen te nemen ter bevordering van de werkgelegenheid indien de sociale partners er niet in slagen een interprofessioneel akkoord rond de werkgelegenheid af te sluiten. De Regering heeft vastgesteld dat de sociale partners geen interprofessioneel akkoord hebben kunnen afsluiten en dat er bovendien geen akkoord kan bereikt worden over het bemiddelingsvoorstel dat de Regering aan de sociale partners heeft overgemaakt.

Le Gouvernement a déjà pris plusieurs mesures dont l'objectif est de stimuler les différentes formules de redistribution du travail, d'augmenter le nombre d'emplois et partant, de réduire le chômage. L'arrêté royal du 24 février 1997 a ainsi instauré le régime des accords pour l'emploi, qui prévoit une réduction des cotisations patronales de sécurité sociale lors de l'engagement de travailleurs supplémentaires suite à l'application de mesures de redistribution du travail.

Dans la ligne de cette politique, le Gouvernement souhaite, par le biais de cet arrêté royal et à titre expérimental, instaurer un régime de réduction des cotisations patronales de sécurité sociale pour maximum 20 entreprises de plus de 50 travailleurs et ce, pour autant que, par l'instauration de la semaine de 32 heures pour au moins 20 % des membres du personnel, ces entreprises réalisent des recrutements supplémentaires et donc puissent prouver un volume de travail équivalent.

La réduction de cotisations prévue est forfaitaire et s'élève au maximum à 97 000 fr. par an par travailleur qui passe d'un emploi à temps plein à un régime de travail de 32 heures par semaine. Cette réduction de cotisations est accordée pendant 6 ans et est dégressive à partir de la troisième année.

Les entreprises peuvent instaurer ce système par convention collective de travail jusqu'au 30 avril 1998. Pour garantir aux entreprises la plus grande sécurité juridique, il est prévu un examen préalable du projet de convention collective de travail en collaboration avec la commission paritaire concernée et l'Office national de Sécurité sociale. La convention collective de travail définitive doit être approuvée par le Ministre de l'Emploi et du Travail. Les entreprises qui ont montré le pourcentage d'emplois créés le plus élevé, entrent prioritairement en considération pour l'approbation de leur convention collective de travail.

Par ailleurs, l'arrêté royal précise les réductions de cotisations avec lesquelles cette réduction de cotisations est cumulable.

Le présent arrêté royal entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le présent arrêté a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Dans son avis du 22 juillet 1997, le Conseil d'Etat note que des réductions de cotisations sont accordées pendant une période dépassant le 31 décembre 1998 là où l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 ne permet que la prise de mesures pour l'emploi pour les années 1997-1998.

Le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de réagir à cette remarque du Conseil d'Etat étant donné que toutes les conventions collectives de travail qui ouvrent éventuellement un droit aux réductions de cotisations doivent être déposées bien avant la date limite du 31 décembre 1998, date jusqu'à laquelle l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 permet de prendre des mesures pour l'emploi.

Le Gouvernement estime dès lors que le fait que des réductions de cotisations sont accordées pendant un certain nombre d'années n'est pas contraire à la compétence accordée au Gouvernement par l'article 7, § 2, précité.

Par ailleurs, il convient de souligner le fait que les réductions de cotisations accordées dans le cadre du présent arrêté sont similaires aux réductions de cotisations prévues par l'arrêté royal du 21 mars 1997 portant exécution de l'article 9 de l'arrêté royal du 24 février 1997 portant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi en application des articles 7, § 2, 30, § 2, et 33, de la même loi du 26 juillet 1996.

Le présent arrêté a été adapté aux autres remarques formulées par le Conseil d'Etat dans ses avis du 22 juillet 1997 et du 20 octobre 1997.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Daarop heeft de regering reeds tal van maatregelen genomen die tot doel hebben het stimuleren van allerlei formules van arbeidsherverdeling, het aantal banen te verhogen en aldus de werkloosheid te verminderen. Zo werd bij koninklijk besluit van 24 februari 1997 het stelsel van de tewerkstellingsakkoorden ingevoerd dat voorziet in een vermindering van patronale sociale zekerheidsbijdragen bij aanwerving van netto bijkomende werknemers ten gevolge van de toepassing van arbeidsherverdelende maatregelen.

In de lijn van deze politiek wenst de Regering via dit koninklijk besluit bij wijze van experiment voor maximaal 20 bedrijven met meer dan 50 werknemers een stelsel in te voeren van vermindering van werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid voor zover deze bedrijven door de invoering van de 32 u/week voor minstens 20 % van hun personeelsleden, bijkomende aanwervingen realiseren en dus hetzelfde arbeidsvolume kunnen aantonen.

De voorziene bijdrage vermindering is forfaitair vastgesteld en bedraagt maximaal 97 000 fr/jaar per werknemer die overgaat van een voltijdse betrekking naar een arbeidsregime van 32 u/week. Deze bijdragevermindering wordt gedurende 6 jaar toegekend en is degressief vanaf het derde jaar.

De bedrijven kunnen dit stelsel via collectieve arbeidsovereenkomst invoeren tot 30 april 1998. Teneinde de rechtszekerheid voor de bedrijven maximaal te garanderen wordt voorzien in een voorafgaandelijk onderzoek van de ontwerp collectieve arbeidsovereenkomst in samenwerking met het bevoegde paritair comité en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. De definitieve collectieve arbeidsovereenkomst moet worden goedgekeurd door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid. De bedrijven die het hoogste percentage gecreëerde werkgelegenheid aantonen, komen bij voorrang in aanmerking voor de goedkeuring van hun collectieve arbeidsovereenkomst.

Verder wordt in het koninklijk besluit bepaald met welke andere bijdrageverminderingen deze bijdragevermindering cumuleerbaar is.

Dit besluit treedt in werking de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit besluit werd voor advies voorgelegd aan de Raad van State.

In zijn advies van 22 juli 1997 merkt de Raad van State op dat er bijdrageverminderingen worden toegekend gedurende een periode die verder gaat dan 31 december 1998 daar waar artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 slechts toelaat tewerkstellingsmaatregelen te nemen voor de jaren 1997-1998.

De Regering is van mening dat niet dient te worden ingegaan op deze bemerking van de Raad van State omdat alle collectieve arbeidsovereenkomsten die eventueel recht openen op de bijdrageverminderingen moeten worden neergelegd ruim voor de uiterste datum van 31 december 1998 tot wanneer artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 toelaat om tewerkstellingsmaatregelen te nemen.

De Regering is bijgevolg van oordeel dat het feit dat er gedurende een aantal jaren bijdrageverminderingen worden toegekend niet in strijd is met de bevoegdheid die aan de Regering wordt verleend door het eerder genoemd artikel 7, § 2.

Bovendien dient er te worden op gewezen dat de bijdrageverminderingen die in het kader van dit besluit worden toegekend gelijkaardig zijn aan de bijdrageverminderingen voorzien in het koninklijk besluit van 21 maart 1997 dat uitvoering geeft aan artikel 9 van dit koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden en toepassing van de artikelen 7, § 2, 30, § 2, en 33, van dezelfde wet van 26 juli 1996.

Het besluit werd aangepast aan de andere bemerkingen geformuleerd door de Raad van State in zijn adviezen van 22 juli 1997 en van 20 oktober 1997.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

24 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal contenant des conditions plus précises relatives à l'instauration de la réduction de cotisations pour la redistribution du travail en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité, notamment l'article 7, § 2.

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juillet 1997 et le 4 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 1997 et le 5 novembre 1997;

Vu l'urgence, motivée par le fait qu'aucun accord interprofessionnel n'est intervenu pour la période 1997-1998 et qu'aucun consensus n'a été obtenu parmi les partenaires sociaux sur la proposition de conciliation du Gouvernement, et vu le fait qu'il convient de prévoir plusieurs incitants supplémentaires pour promouvoir la redistribution du travail et que toutes les parties concernées doivent être informées sans délai des mesures supplémentaires en matière d'emploi prises par le Gouvernement;

Vu les avis du Conseil d'Etat, donnés le 22 juillet 1997 et le 20 octobre 1997, en application de l'article 84, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Cet arrêté s'applique à toutes les entreprises qui, au 30 juin 1996, occupent 50 travailleurs ou plus et qui sont liées par une convention collective de travail conclue au sein d'une commission ou sous-commission paritaire, conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives de travail et aux commissions paritaires, qui répond aux conditions fixées au § 2.

Cette convention collective de travail doit être approuvée par le Ministre de l'Emploi et du Travail. Pour obtenir cette approbation, l'entreprise doit, préalablement au dépôt de la convention collective de travail, transmettre un projet de convention collective de travail au Ministre de l'Emploi et du Travail. Le Ministre de l'Emploi et du Travail soumet ce projet de convention à la commission paritaire compétente et à l'Office national de Sécurité sociale. Le Ministre de l'Emploi et du Travail communique à l'entreprise concernée si le projet de convention collective de travail déposé répond aux conditions du présent arrêté et peut donner lieu, pour l'entreprise, au bénéfice de la réduction de cotisations pour la redistribution du travail visée à l'article 3.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail peut procéder à l'approbation de 20 conventions collectives de travail au maximum. Les demandes d'approbation seront traitées en fonction du pourcentage d'emplois créés. La priorité sera accordée aux conventions collectives de travail qui prévoient le pourcentage le plus élevé d'emplois créés.

Cette convention collective de travail doit être déposée au greffe du service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail pour le 30 avril 1998 au plus tard.

§ 2. La convention collective de travail visée au § 1^{er} doit répondre aux conditions suivantes pour pouvoir obtenir l'approbation visée au § 1^{er}.

— La convention collective de travail doit mentionner l'identification complète de l'entreprise.

— La convention collective de travail doit mentionner le fait qu'elle a été conclue en exécution du présent arrêté.

— La convention collective de travail doit prévoir une réduction du temps de travail moyen à 32 heures par semaine pour 20 % minimum des travailleurs occupés au 30 juin 1996.

— La convention collective de travail doit déterminer le montant de la compensation salariale accordé aux travailleurs qui passent à un nouveau temps de travail de 32h/semaine.

24 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de invoering van de arbeidsherverdelende bijdragevermindering in toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, inzonderheid op artikel 7, § 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juli 1997 en op 4 november 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 1997 en op 5 november 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat er geen interprofessioneel akkoord over de werkgelegenheid tot stand is gekomen voor de periode 1997-1998 en dat er geen consensus werd bereikt onder de sociale gesprekspartners over het bemiddelingsvoorstel van de Regering en gelet op het feit dat een aantal bijkomende stimuli moeten worden voorzien om de arbeidsherverdeling te bevorderen en dat alle betrokkenen onverwijld in kennis moeten worden gesteld van de bijkomende werkgelegenheidsmaatregelen die worden genomen door de Regering;

Gelet op de adviezen van de Raad van State, gegeven op 22 juli 1997 en 20 oktober 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op alle ondernemingen die 50 of meer werknemers tewerkstellen op 30 juni 1996 en die gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités die voldoet aan de voorwaarden bepaald in § 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid worden goedgekeurd. Teneinde deze goedkeuring te bekomen dient de onderneming voorafgaandelijk aan de neerlegging van de collectieve arbeidsovereenkomst een ontwerp van collectieve arbeidsovereenkomst over te maken aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid. Door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid wordt deze ontwerpovereenkomst voorgelegd aan het bevoegde paritair comité en aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid deelt de betrokken onderneming mee of het ingediend ontwerp van collectieve arbeidsovereenkomst voldoet aan de voorwaarden van dit besluit en aanleiding kan geven voor de onderneming tot het genieten van de arbeidsherverdelende bijdragevermindering bedoeld in artikel 3.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan overgaan tot de goedkeuring van maximaal 20 collectieve arbeidsovereenkomsten. De aanvragen tot goedkeuring zullen behandeld worden in functie van het percentage van gecreëerde werkgelegenheid. De voorrang zal gegeven worden aan de collectieve arbeidsovereenkomsten die voorzien in het hoogste percentage gecreëerde werkgelegenheid.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet neergelegd worden op de griffie van de dienst der Collectieve Arbeidsbetrekkingen bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid uiterlijk op 30 april 1998.

§ 2. De collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in § 1 moet voldoen aan de volgende voorwaarden om de goedkeuring te kunnen bekomen bedoeld in § 1.

— De collectieve arbeidsovereenkomst moet een volledige identificatie vermelden van de onderneming.

— De collectieve arbeidsovereenkomst moet vermelden dat hij werd gesloten in uitvoering van dit besluit.

— De collectieve arbeidsovereenkomst moet voorzien in een vermindering van de gemiddelde arbeidsduur tot 32 uur per week voor een aantal werknemers dat minstens gelijk is aan 20 % van de werknemers tewerkgesteld op 30 juni 1996.

— De collectieve arbeidsovereenkomst moet het bedrag bepalen van de looncompensatie die wordt toegekend aan de werknemers die overgaan naar de arbeidsduur van 32u/week.

— La convention collective de travail doit comporter un engagement en matière d'emploi par lequel il est procédé à de nouveaux engagements de sorte que le volume de travail du trimestre concerné soit au moins égal au volume de travail du trimestre correspondant de 1996 et ce, conformément aux dispositions du § 3.

— La convention collective de travail doit fixer la procédure de rapport au Ministre de l'Emploi et du Travail concernant les résultats de l'instauration du régime de la redistribution du travail avec réduction de cotisations pour la redistribution du travail. Le Ministre de l'Emploi et du Travail transmet les résultats de ce rapport au Conseil supérieur de l'Emploi.

§ 3. Pour pouvoir bénéficier de la réduction de cotisations visée à l'article 2, l'entreprise doit prouver que le volume de travail est au moins équivalent et ce par comparaison avec le trimestre correspondant de 1996.

Le volume de travail par trimestre est calculé selon les dispositions suivantes :

1° Pour les travailleurs à temps plein, à l'exception des travailleurs à temps plein qui ne sont pas occupés en permanence cinq jours par semaine : $(j + v + a)/w$.

2° Pour un travailleur à temps partiel ainsi que d'un travailleur à temps plein qui n'est pas occupé en permanence cinq jours par semaine :

$$\frac{h \times 5 \times (j + v + a)}{j \times m \times w}$$

On entend par :

j = les jours visés à l'article 24, 1°, a), b), c) et e) de l'arrêté royal du 8 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à l'exception des jours couverts par les indemnités visées à l'article 19, § 2, 2°, a), b), d) et e) de l'arrêté royal;

h = les heures qui correspondent aux jours visés par j;

v = les jours visés à l'article 24, d) de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 précité;

a = les jours assimilés déclarés à l'Office national de Sécurité sociale à l'exception des jours de chômage temporaire résultant de causes économiques visés à l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

w = le nombre de jours civils du trimestre civil à l'exception des samedis et des dimanches;

m = le nombre moyen d'heures de travail par semaine d'un travailleur à temps plein qui effectue la même sorte de travail, au sein de l'entreprise ou à défaut dans le secteur, que le travailleur à temps partiel.

Le volume de travail d'une entreprise par trimestre est égal à la somme de tous les volumes de travail individuels des travailleurs à temps plein et à temps partiel.

§ 4. N'est pas considéré comme travailleur nouvellement engagé dans le cadre de l'engagement en matière d'emploi figurant dans la convention collective de travail visée au § 2 :

— le travailleur engagé dans le cadre du plan d'embauche, visé dans la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, pendant la période de la réduction de cotisations;

— le travailleur engagé à la suite d'une fusion ou d'une reprise d'une autre institution ou une entreprise ou à la suite d'un transfert au sein d'institutions ou d'entreprises relevant d'un même groupe;

— le travailleur engagé dans le cadre de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

— le travailleur engagé dans le cadre de l'article 60, § 7 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale en exécution de l'article 33 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, modifiée par la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales;

— le jeune occupé dans le cadre de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes;

— De collectieve arbeidsovereenkomst moet een tewerkstellingsengagement bevatten waarbij wordt overgegaan tot nieuwe aanwervingen zodat het arbeidsvolume van het betrokken trimester minstens gelijk is zijn aan het arbeidsvolume van het corresponderende trimester van 1996 en dit overeenkomstig de bepalingen van § 3.

— De collectieve arbeidsovereenkomst moet de wijze van rapportering aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid vastleggen met betrekking tot de resultaten van de invoering van het stelsel van de arbeidsherverdeling met arbeidsherverdelende bijdragevermindering. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid maakt de resultaten van deze rapportering over aan de Hoge Raad voor Werkgelegenheid.

§ 3. Teneinde te kunnen genieten van de bijdragevermindering bedoeld in artikel 2 moet de onderneming tenminste een gelijkwaardig arbeidsvolume aantonen, dit in vergelijking met het overeenstemmende kwartaal van 1996.

Het arbeidsvolume per trimester wordt berekend volgens de volgende bepalingen :

1° Voor de voltijdse werknemers, met uitzondering van voltijdse werknemers die niet permanent vijf dagen per week tewerkgesteld zijn : $(d + v + g)/w$.

2° Voor een deeltijdse werknemer alsmede voor een voltijdse werknemer die niet permanent vijf dagen per week is tewerkgesteld :

$$\frac{u \times 5 \times (d + v + g)}{d \times m \times w}$$

Wordt verstaan onder :

d = de dagen bedoeld bij artikel 24, 1°, a), b), c) en e) van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, met uitzondering van de dagen gedekt door de vergoedingen bedoeld in artikel 19, § 2, 2°, a), b), d) en e) van het koninklijk besluit;

u = de uren die overeenstemmen met de dagen bedoeld in d;

v = de dagen bedoeld bij artikel 24, d) van het bovengenoemd koninklijk besluit van 28 november 1969;

g = de bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid als gelijkgestelde dag aangegeven dagen, met uitzondering van de dagen tijdelijke werkloosheid te wijten aan economische oorzaken bedoeld bij artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

w = het aantal kalenderdagen van het burgerlijk kwartaal met uitzondering van de zaterdag en zondagen;

m = het gemiddeld aantal arbeidsuren per week van de voltijdse werknemer die in de onderneming, of bij gebrek daaraan in de sector, dezelfde soort arbeid verricht als de deeltijdse werknemer.

Het arbeidsvolume van een onderneming per trimester is gelijk aan de som van alle individuele arbeidsvolumes van de voltijdse en de deeltijdse werknemers.

§ 4. Wordt niet beschouwd als nieuw aangeworven werknemer in het kader van het tewerkstellingsengagement opgenomen in de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in § 2 :

— de werknemer aangeworven in het kader van het banenplan, bedoeld in de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, gedurende de periode van de bijdragevermindering;

— de werknemer, aangeworven ten gevolge van een fusie of een overname van een andere instelling of onderneming of ten gevolge van een transfer binnen instellingen of ondernemingen die behoren tot diezelfde groep;

— de werknemer aangeworven in het kader van het koninklijk besluit nr 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

— de werknemer, tewerkgesteld in het kader van artikel 60, § 7 van de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in uitvoering van artikel 33 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen;

— de jongere, tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren;

— le travailleur engagé dans le cadre du Chapitre IV de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité;

— le travailleur engagé dans le cadre du Titre IV Chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1985 de sauvegarde de la compétitivité du pays;

— le travailleur engagé dans le cadre de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

§ 5. Un travailleur engagé dans le cadre du présent arrêté en vue de répondre aux conditions fixées au § 3 ne peut pas être considéré comme un travailleur nouvellement engagé dans le cadre du Chapitre IV de la loi précitée du 26 juillet 1996.

Art. 2. § 1^{er}. Les entreprises qui sont liées par une convention collective de travail visée à l'article 1^{er} ont droit, par travailleur qui passe d'un emploi à temps plein à un emploi de 32 heures/semaine en moyenne, à la réduction de cotisation pour la redistribution du travail visée à l'article 3 et ce, pour autant que cette entreprise respecte entièrement les dispositions de la convention collective de travail visée à l'article 1^{er}.

Par emploi à temps plein, il faut entendre la durée de travail normale moyenne avant l'instauration de la semaine de 32 heures d'un travailleur occupé à temps plein appartenant à la même catégorie de travailleurs que le travailleur qui, dans l'entreprise concernée, passe à un emploi de 32 heures/semaine en moyenne.

§ 2. Le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Affaires sociales peuvent de commun accord refuser totalement ou partiellement la réduction de cotisations visée à l'article 3 à l'entreprise dont il est constaté qu'elle ne respecte pas ou pas entièrement les dispositions de la convention collective de travail visée à l'article 1^{er}.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Affaires sociales prennent les mesures nécessaires, selon les modalités qu'ils déterminent, pour récupérer auprès de ces entreprises les réductions accordées à tort.

Art. 3. La réduction de cotisations pour la redistribution du travail est fixée à :

a) 24.250 fr. par trimestre par travailleur visé à l'article 2, § 1^{er} et ce, pendant 8 trimestres à dater du premier jour du premier trimestre complet au cours duquel la réduction du temps de travail à 32 h/semaine a été opérée et au plus tôt à dater du premier jour du trimestre suivant le trimestre au cours duquel la convention collective de travail visée à l'article 1^{er} a été approuvée;

b) 16.250 fr. par trimestre par travailleur visé à l'article 2, § 1^{er} et ce, pendant les 8 trimestres suivant les 8 trimestres visés sous a).

c) 8.000 fr. par trimestre par travailleur visé à l'article 2, § 1^{er} et ce, du 9^{ème} au 16^{ème} trimestre suivant les 8 trimestres visés sous a).

Les montants mentionnés sous a), b) et c) sont réduits de 1/6 pour chaque heure pour laquelle le temps plein d'où l'on passe vers un emploi de 32 heures semaines, est inférieur à 38 heures par semaine.

Art. 4. § 1^{er}. Une entreprise visée à l'article 1^{er} ne peut pas, pour un travailleur visé à l'article 2, § 1^{er}, bénéficier en même temps de la réduction de cotisations pour la redistribution du travail visée à l'article 3 et de la réduction de cotisations patronales de sécurité sociale visée :

— au Titre IV, Chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde préventive de la compétitivité.

— au Chapitre IV de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

— à l'article 8 de l'arrêté royal du 24 février 1997 contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi en application des articles 7, § 2, 30, § 2, et 33 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

— dans le plan d'embauche visé dans la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

— de werknemer aangeworven in het kader van het Hoofdstuk IV van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen;

— de werknemer aangeworven in het kader van Titel IV, Hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1985 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen;

— de werknemer aangeworven in het kader van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

§ 5. Een werknemer aangeworven in het kader van dit besluit om te voldoen aan de voorwaarden gesteld in § 3, kan niet beschouwd worden als een nieuw aangeworven werknemer in het kader van Hoofdstuk IV van de voornoemde wet van 26 juli 1996.

Art. 2. § 1. De ondernemingen die gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 1 hebben per werknemer die overgaat van een voltijdse betrekking naar een betrekking van gemiddeld 32 u/week recht op de arbeidsherverdelende bijdragevermindering bedoeld in artikel 3 en dit voor zover deze onderneming de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 1 volledig naleven.

Onder voltijdse betrekking wordt verstaan de normale gemiddelde arbeidsduur vóór de invoering van de 32uren/week van een voltijds tewerkgestelde werknemer behorende tot dezelfde categorie van werknemers als de werknemer die in de betrokken onderneming overgaat naar een betrekking van gemiddeld 32 uur/week.

§ 2. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Sociale Zaken kunnen in gemeenschappelijk akkoord de bijdragevermindering bedoeld in artikel 3 geheel of gedeeltelijk ontzeggen aan de ondernemingen waarvan is vastgesteld dat zij de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 1 niet of niet volledig naleven.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Sociale Zaken nemen de noodzakelijke maatregelen, volgens de modaliteiten die zij bepalen om bij deze ondernemingen de ten onrechte toegekende verminderingen terug te krijgen.

Art. 3. De arbeidsherverdelende bijdragevermindering wordt vastgesteld op :

a) 24 250 fr per kwartaal per werknemer bedoeld in artikel 2, § 1, en dit gedurende 8 kwartalen en dit met ingang van de eerste dag van het 1ste volledige kwartaal waarin de arbeidsduurvermindering tot 32 u/week wordt doorgevoerd en ten vroegste met ingang van de eerste dag van het kwartaal volgend op het kwartaal waarin de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 1 werd goedgekeurd;

b) 16 250 fr per kwartaal per werknemer bedoeld in artikel 2, § 1, en dit gedurende de 8 kwartalen volgend op de 8 kwartalen bedoeld in a).

c) 8 000 fr per kwartaal per werknemer bedoeld in artikel 2, § 1, en dit gedurende het 9e tot het 16e kwartaal volgend op de 8 kwartalen bedoeld in a).

De bedragen vermeld onder a), b) en c) worden met 1/6e verminderd per uur dat de voltijdse betrekking van waaruit men overgaat naar een betrekking van 32 uur per week, lager ligt dan 38 uur per week.

Art. 4. § 1. Een onderneming bedoeld in artikel 1 kan voor een werknemer bedoeld in artikel 2, § 1, niet gelijktijdig genieten van de arbeidsherverdelende bijdragevermindering bedoeld in artikel 3 en van de vermindering van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in :

— Titel IV, hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

— Hoofdstuk IV van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

— Artikel 8 van het koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden in toepassing van de artikelen 7, § 2, 30, § 2, en 33 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

— het banenplan bedoeld in de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

§ 2. Un employeur qui bénéficie de la réduction visée à l'article 3, peut, le cas échéant pour le même travailleur et pendant la même période bénéficière de la réduction visée par :

1° les dispositions de l'article 35 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

2° les dispositions du Titre VII de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 précité.

L'application simultanée des différentes réductions ne peut jamais avoir pour conséquence qu'un employeur bénéficie pour le même travailleur d'une réduction des cotisations patronales supérieure au montant des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, § 3, 1° à 7° et 9°, et § 3bis, de la loi du 29 juin 1981 précitée, modifiée par la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales, pour le trimestre concerné.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et notre Ministre des Affaires sociales sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté royal.

Donné à Bruxelles, le 24 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

§ 2. Een onderneming die de vermindering geniet bedoeld in artikel 3 kan voor dezelfde werknemer gedurende dezelfde periode in voorkomend geval de vermindering genieten bedoeld in :

1° de bepalingen van artikel 35 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene bepalingen van de sociale zekerheid voor werknemers;

2° de bepalingen van Titel VII van het voornoemde koninklijk besluit van 24 december 1993.

De gelijktijdige toepassing van de verschillende verminderingen kan nooit tot gevolg hebben dat een werkgever voor dezelfde werknemer een vermindering van werkgeversbijdragen geniet die hoger is dan het bedrag van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid, bedoeld in artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9°, en § 3bis, van de voornoemde wet van 29 juni 1981, zoals gewijzigd door de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen, voor het betrokken trimester.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit koninklijk besluit.

Gegeven te Brussel, 24 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 97 — 2860

[97/22862]

29 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal fixant le budget global des moyens financiers pour l'ensemble du Royaume pour les prestations en matière de biologie clinique en 1997 dans le cadre de l'assurance soins de santé obligatoire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 59;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 3 mars 1997;

Vu l'avis du Conseil général de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 10 mars 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que pour pouvoir fixer en droit les montants auxquels les établissements hospitaliers peuvent réellement prétendre au titre de forfaits par admission et par journée d'hospitalisation pour les prestations de biologie clinique de l'exercice 1997, il importe que le présent arrêté soit pris et publié dans les plus brefs délais;

Considérant que l'application de l'article 61 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, il s'impose de fixer la composante pour patients non hospitalisés du budget global des moyens financiers pour l'ensemble du Royaume pour les prestations de biologie clinique;

Considérant qu'en raison de la situation financière de l'assurance soins de santé, il était utile que le Gouvernement avant de se prononcer sur le montant du budget global de biologie clinique, soit en possession de données concernant les dépenses de ce secteur pendant les premiers mois de 1997;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 97 — 2860

[97/22862]

29 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de globale begroting van de financiële middelen voor het hele Rijk voor de verstrekkingen inzake klinische biologie in 1997 in het kader van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 59;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 3 maart 1997;

Gelet op het advies van de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 10 maart 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, opdat de bedragen waarop de verpleeginrichtingen werkelijk aanspraak kunnen maken als forfaits per opneming en per verpleegdag voor de verstrekkingen inzake klinische biologie van het dienstjaar 1997, in rechte kunnen worden vastgesteld, dit besluit zo spoedig mogelijk moet worden genomen en bekendgemaakt;

Overwegende dat de toepassing van artikel 61 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, moet de component voor de niet in een ziekenhuis opgenomen patiënten van de globale begroting van de financiële middelen voor het hele Rijk voor de verstrekkingen inzake klinische biologie worden vastgesteld;

Overwegende dat het wegens de financiële situatie van de verzekering voor geneeskundige verzorging nuttig was dat de Regering, alvorens zich uit te spreken over het bedrag van de globale begroting voor klinische biologie, in het bezit was van gegevens betreffende de uitgaven van die sector tijdens de eerste maanden van 1997;